

LA NATION

journal vaudois



Fondée en 1931, la Nation est le journal bimensuel de la Ligue vaudoise, mouvement politique hors partis voué au bien commun du Pays de Vaud.

Le numéro: 2.50 francs. Abonnement annuel: 69 francs; gymnasiens, apprentis et étudiants: 30 francs; payable au compte de chèques postaux 10-4772-4

Le fantastique échec du libéralisme

La chute du mur de Berlin, en 1989, symbolisa le naufrage économique et politique du communisme. Les sept cent mille millions demandés par le président américain pour sauver l'économie américaine et mondiale victime du marché libre ne symbolisent pas avec moins de force l'échec symétrique du libéralisme.

Dans la perspective libérale, la liberté individuelle fonde l'ordre social. La lutte pour la vie débouche sur la sélection des meilleurs, des plus inventifs, des moins chers. Chacun a sa chance et porte la responsabilité de ce qu'il en fait. L'échec individuel est la sanction immanente de la loi du marché. C'est une sanction juste, car le marché a toujours raison.

Au fond, que veut dire «le marché a toujours raison», si ce n'est que celui qui parle s'interdit tout jugement politique ou moral sur les faits: la raison du plus fort est toujours la meilleure!

Les «néo-libéraux» ont radicalisé le discours, fanfaronnant sur la responsabilité individuelle, proclamant les vertus purificatrices de la concurrence illimitée et de la «destruction créative», prônant l'ouverture totale des marchés. Une race nouvelle d'entrepreneurs est apparue, non des bâtisseurs et des patrons, mais des aventuriers à l'affût du «coup», des *desperados* cherchant la faille dans le système. Avec une témérité et une cupidité centuplées par l'ordinateur, ils ont joué au mondiopoly, au poker tricheur, au jeu de l'avion, au domino fou, mais aussi à des jeux infiniment plus abstraits. Ils ont spéculé sur la spéculation, à l'infini. La monnaie, moyen des échanges, est devenue l'objet propre de leur activité économique, à l'exclusion de toute création de richesse, de tout service rendu. On disait autrefois «la fortune anonyme et vagabonde» pour désigner le capitalisme international. C'est aujourd'hui «le *cash* virtuel et délocalisé».

Et puis, les cartes leur ont glissé des mains. Le désordre et le hasard ont pris le dessus et imposé leurs règles, ou plutôt leur absence de règles. Personne ne

sait ce qui va se passer, voire ce qui se passe. Le marché a peut-être toujours raison, mais son discours est incompréhensible: c'est la raison du plus chanceux qui est aujourd'hui la meilleure.

Alors, ils se sont servi un dernier bonus, ultime coup de pioche dans la coque du navire en perdition. Ils ont lâché le gouvernail, abandonné les passagers et, toute honte bue, tendu la main à cet Etat qu'ils n'avaient cessé de vilipender.

La gauche revient en force, ressasant les idées pourries qui ont conduit tous les régimes socialistes au naufrage politique et social: haine du patron, obsession du Progrès, confiance absolue dans la bureaucratie d'Etat.

Les défenseurs du libéralisme économique présentent leur plaidoirie. Le libéralisme n'est pas en cause, estiment-ils. La situation actuelle n'est qu'une dérive due à des incompetents, des irresponsables et des voyous. Il existe un libéralisme humaniste et c'est à lui qu'il faut se référer pour édicter des règles, fixer des limites, prévoir des freins. Il faut, tous les commentateurs libéraux l'affirment, moraliser l'économie pour remettre le «système mondial» sur pied. C'est bien gentil, mais quelles règles? quelles limites? quels freins? Et surtout, quel pouvoir pour les faire respecter?

En attendant, il faut essayer de sauver les meubles. Le plan du président Bush n'est pas conforme aux lois du marché, lequel exigerait que la situation se purge d'elle-même. Doit-on le lui reprocher? Sa fonction est d'abord de protéger les Etats-Unis d'Amérique, non de garantir la pureté doctrinale du jeu économique. Mais le plan Paulson suffira-t-il à corriger la «dérive» du système? Au moment où nous mettons sous presse, le marché, qui a toujours raison, semble en douter.

Dans tous les cas, ce plan ne suffira pas à remettre sur pied le «système économique mondial». Ne serait-ce que parce que ce prétendu système n'existe pas. Il n'existe à la vérité qu'un épouvantable désordre mondial né sur les

ruines de ces protections politiques, économiques et sociales que les libéraux au nom de la liberté et les socialistes au nom de l'égalité ont condamnées comme autant d'obstacles «protectionnistes».

Ces entraves incontestables à la liberté individuelle absolue servaient d'abord, on l'avait oublié, à donner un sens plus complet à l'activité économique, à limiter les appétits individuels, à freiner l'embrasement de la bourse. Elles conservaient à l'économie sa juste place dans les affaires humaines, qui est seconde par rapport à la politique.

Ce sont ces entraves protectrices qu'il appartient au politique de préserver, de renforcer ou de recréer. Le marché n'a le dernier mot que quand la politique se tait.

La primauté de l'ordre politique que nous affirmons ici n'a rien à voir avec une quelconque planification étatique. Elle signifie simplement que le cadre naturel pour la fixation des règles du jeu économique, et en particulier celles de la concurrence, est la communauté nationale. Dans le cadre national, les comportements économiques se conforment aux mentalités du lieu et aux usages en vigueur. Cela n'empêche pas les échanges internationaux, ni les investissements par-dessus les frontières, mais impose aux entreprises étrangères de respecter les normes en vigueur dans le pays d'accueil. C'est l'inverse exact du principe du «pays d'origine» cher à M. Bolkestein, selon lequel les prestataires de service doivent être rémunérés non selon les règles du pays où ils travaillent, mais selon celles du pays d'où ils proviennent. On se rappelle les ouvriers chinois qui travaillaient en Suisse à moins de huit francs de l'heure. Bolkestein, ou comment importer la délocalisation!

Contre le libéralisme et le socialisme, il faut affirmer une solidarité réelle entre les employeurs et les employés. Cette solidarité est davantage qu'une simple sourdine mise à la lutte des classes. Il s'agit d'un intérêt commun positif, la bonne marche des entreprises qui les font vivre les uns et les

autres. Cette communauté professionnelle n'apparaît pas d'emblée. Il faut la vouloir, la créer et l'entretenir, par le moyen du dialogue social et des conventions collectives dans le cadre de la paix du travail.

Contre la commission de la concurrence, il faut affirmer qu'il peut y avoir un intérêt général à une limitation de la concurrence entre entreprises du même domaine. Les accords cartellaires sur la production, la distribution, la vente évitent qu'on n'aboutisse trop souvent au monopole, comme on l'a vu ces dernières années. Ils empêchent aussi que la concurrence ne porte que sur des considérations à court terme, principalement les prix, au détriment de la qualité des produits, du travail et du service après-vente.

Quant à l'Etat souverain, il a pour tâche de défendre cet ensemble de communautés face aux pressions de l'extérieur. Il garantit la légalité et le respect des accords sociaux. Dans certaines conditions, il étend la force obligatoire des contrats collectifs. Il s'assure que les méthodes de vente respectent la loi et les mœurs. Il veille à ce qu'aucun des acteurs économiques, ni un syndicat, ni un cartel, ni une entreprise ne devienne un Etat dans l'Etat.

Toutes ces règles economico-politiques sont complexes et coûteuses. Elles demandent un effort permanent à tous les acteurs de l'économie. Surtout, péché suprême aux yeux de l'ordinateur et des *yuppies* pressés de faire carrière, elles ralentissent le jeu du marché. Mais ce ralentissement est le prix à payer pour que l'ensemble des aspects humains de l'économie soient pris en compte. Dans cette perspective, la liberté d'entreprendre, la propriété privée et la concurrence n'en subsistent pas moins, mais cadrées et orientées dans la perspective du bien commun, celui des employeurs et des employés, celui de l'entreprise, celui des cartels, celui des Etats cantonaux et de leur Confédération.

Mais on sort ici du libéralisme.

OLIVIER DELACRÉTAZ

Naturalisations: fin d'un processus législatif

Le 1^{er} juin 2008, le peuple et les cantons suisses ont rejeté l'initiative populaire dite «pour des naturalisations démocratiques», qui voulait permettre l'octroi ou le refus du droit de cité communal par la voie des votations populaires, sans recours possible.

Nous avons présenté ici même nos objections à ce texte, ainsi que celles des Chambres fédérales, en précisant que ces dernières préparaient un contre-projet indirect à l'initiative (*La Nation* N° 1834 du 11 avril 2008).

Le contre-projet en question a été publié dans la *Feuille fédérale* du 29 juillet dernier, sous la forme d'une loi

fédérale modifiant celle sur l'acquisition et la perte de la nationalité suisse.

Les articles 15a à 15c nouveaux précisent que la procédure de naturalisation est régie par le droit cantonal aux échelons cantonal et communal, qu'une demande de naturalisation peut être soumise au vote de l'assemblée communale (votations populaires possibles), que tout rejet d'une demande de naturalisation doit être motivé et que les procédures doivent respecter la sphère privée.

L'article 50 nouveau prévoit en outre qu'un refus de naturalisation doit pouvoir faire l'objet d'un recours de-

vant un tribunal cantonal de dernière instance.

La loi modifiée est soumise au référendum facultatif jusqu'au 6 novembre 2008, mais aucun référendum n'a été lancé, du moins à notre connaissance.

Il faut saluer le fait que la nouvelle loi laisse aux cantons la compétence de fixer la procédure de naturalisation aux échelons cantonal et communal, contrairement à l'initiative rejetée en juin dernier. On met ainsi en évidence le fait que la naturalisation n'est pas seulement une décision administrative, mais aussi un acte politique. Les jurisprudences fâcheuses du Tribunal fédéral (Emmen et Zurich) voient du coup leur portée restreinte.

En revanche, nous déplorons la généralisation de l'obligation de motiver les décisions de refus et celle des recours devant un tribunal cantonal. On risque ainsi de transférer au pouvoir judiciaire une partie des compétences dans le domaine des naturalisations.

Quoi qu'il en soit, on peut dire que la législation relative à l'acquisition de la nationalité suisse est parvenue au terme du processus législatif et constitutionnel induit par la jurisprudence du Tribunal fédéral. On peut s'en réjouir et espérer que les partisans des naturalisations automatiques se le tiennent pour dit.

ANTOINE ROCHAT

La veuve de Claus Von Stauffenberg et la Résistance intérieure Allemande

Les faits sont connus. Le 20 juillet 1944 à midi, une bombe, déposée le matin même par le colonel Claus von Stauffenberg, explose sous la table de conférences du Grand Quartier Général, la *Wolfsschanze*, située aux confins de la Prusse orientale, où Hitler a réuni son état-major.

C'est là le point culminant d'un plan établi par des membres influents de l'Etat-Major de la Wehrmacht, visant à éliminer physiquement Hitler, pour éviter la poursuite de la Deuxième Guerre mondiale et permettre si possible un accord de cessez-le feu avec les puissances occidentales et l'URSS.

Par un invraisemblable concours de circonstances, l'attentat échoue et Hitler n'est que légèrement blessé. Stauffenberg, rentré par avion à Berlin, est arrêté, jugé et fusillé la nuit même. Le plan s'effondre, et la SS entreprend aussitôt des représailles qui ne cesseront qu'à l'armistice de 1945, d'une violence inouïe, puisqu'on estime le nombre de victimes à cinq ou six mille – conjurés de tous grades, jusqu'à l'amiral Canaris, chef du service de contre-espionnage – quand ils ne sont pas poussés au suicide, comme dans le cas du maréchal Rommel.

Les familles des conjurés et leurs proches vont, eux aussi, payer un lourd tribut. En fait preuve un témoignage lourd de sens, récemment paru, la biographie de la veuve de Claus Stauffenberg, *Nina Schenk Gräfin von Stauffenberg, Ein Porträt*, due à sa fille Konstanze von Schulthess¹.

La lecture de cet ouvrage remarquable apporte un double éclairage. D'une part, il retrace les conditions extrêmes dans lesquelles cette jeune veuve de 31 ans, enceinte, mère de quatre jeunes enfants, va devoir résister aux exactions qui s'abatront sur elle – la prison en cellule d'isolement réservée aux personnalités politiques, les cinq mois dans le camp de concentration de Ravensbrück (où sa propre mère est également enfermée), la naissance de son enfant et la lutte pour sa survie, les errances qui suivent dans l'Allemagne bombardée et en ruines...

L'autre face ne compte pas moins. Imagine-t-on le gravissime conflit de conscience vécu par un officier comme Stauffenberg? Il a juré fidélité au pays qu'il sert, à son armée, à Hitler même – comme chacun de ses camarades! – et

peu à peu, il voit l'Allemagne, à sa grande honte, quitter les voies de la justice pour emprunter celles du déshonneur et semer la haine et l'horreur.

Un musicien, en 1945, décrit cette réalité, le grand chef d'orchestre allemand Wilhelm Furtwängler, lui qui a tenu à rester au milieu des siens, au péril de sa vie, jusqu'à l'extrême limite?

*A l'extérieur de notre pays, on n'a pas idée de l'aversion que ce système politique provoquait chez les hommes droits, en Allemagne depuis longtemps déjà, alors qu'à l'étranger on ne le savait pas encore. C'était, de notre part, un mélange de haine, de mépris et d'impossibilité de le prendre au sérieux.*²

Un seul exemple illustre la dimension du problème. Lorsque Stauffenberg participe à la campagne de Pologne, puis à celle de Russie, comment ne pourrait-il pas se souvenir que sa belle-mère a vécu en pays balte et qu'elle était imprégnée de culture russe, la culture de ces «Untermenschen» qu'il a pour mission de combattre?

Né le 15 novembre 1907, Claus Schenk, comte von Stauffenberg, est une brillante personnalité, prédestinée à la carrière des armes. Premier nommé en 1929 au concours d'entrée de l'école d'officiers, promu lieutenant en 1930, il suit les cours d'état-major général dès 1936. Après l'occupation des Sudètes en 1938, il prend part à la campagne de Pologne de 1939 et en 1940 à l'offensive de l'Ouest.

Il est considéré comme un excellent stratège, très discipliné, sûr et fiable, capable de motiver la troupe. Dans son entourage, nul ne doute de sa loyauté. A l'époque de la république de Weimar, comme beaucoup de ses compatriotes – dont de nombreux représentants de la noblesse – il espère encore en la personne de Hitler. Mais les événements s'enchaînant, le doute s'installe en lui et grandit peu à peu. La *Nuit de Cristal* de 1938, les actions antisémites, puis les campagnes d'extermination de Russie le déterminent à prendre toujours plus de distance avec le régime. C'est pourquoi, malgré ses graves blessures – il perd un bras et un œil lors de la campagne d'Afrique – il demande à reprendre du service, et cela, dans l'entourage immédiat du Führer. Il pense en effet pouvoir user de cette haute position pour influencer le cours des choses,

mais il ne tarde pas à se rendre compte qu'une seule issue est possible – l'élimination de Hitler.

Or, dans l'Allemagne d'alors, toutes les structures politiques, militaires ou économiques sont entièrement soumises au pouvoir nazi. Des conditions si particulières y rendent la résistance intérieure très difficile, voire impossible, car dans une activité de cette nature impliquant des dangers extrêmes, la moindre indiscretion conduit au poteau d'exécution. Malgré cela, Stauffenberg prend la grave décision de rejoindre les rangs de la conspiration existante. Bien plus, il en informe son épouse, qui partage ses vues et trouve une telle attitude justifiée. Ils vont même plus loin. Ensemble, ils se préparent à ce qui surviendrait si la conjuration était éventée – sage précaution, qui va sauver la mère et les enfants.

En effet, le 21 juillet 1944, en vacances d'été dans la propriété de Lautlingen (Wurtemberg), Nina von Stauffenberg rassemble ses enfants autour d'elle (l'aîné est âgé de dix ans!) pour leur annoncer la tragique nouvelle – leur père, auteur d'un attentat contre Hitler, a été exécuté la nuit précédente... Et elle ajoute une précision incroyable pour leurs jeunes oreilles, si dure soit-elle pour l'image qu'elle donne ainsi du chef de famille: «Votre père s'est trompé!» En fait, par là, elle met en place le plan imaginé avec son mari pour la protéger avec ses enfants, afin qu'elle apparaisse dorénavant comme une pauvre femme simple et limitée, vouée aux seuls devoirs d'une mère, ignorant tout des activités secrètes de son mari.

Ce plan rudimentaire va réussir, au-delà de toutes espérances! Durant dix mois, jusqu'à l'armistice de mai 1945, emmenée de prisons en camps de concentration, elle parvient à donner le change. Toute sa famille est prise en représailles, ses enfants sont placés sous un faux nom dans un home spécial, mais on n'attend pas à sa vie. Mieux, elle donne naissance, le 27 janvier 1945, à sa fille Konstanze.

Après la fin des hostilités, avec une vaillance étonnante, elle reconstitue son foyer détruit, élève seule ses cinq enfants et reprend une longue vie – normale, sociale, mais effacée – puisqu'elle s'éteint en 2006, à l'âge de 92 ans, sans avoir jamais renié l'acte de

son époux, car, comme elle l'écrit un jour: «Ce qu'il devait faire, il l'a fait. Je n'ai jamais cherché à l'en dissuader...»

Que faut-il penser aujourd'hui de la tentative du 20 juillet 1944? Les historiens sont généralement sévères. Il est permis de se demander avec eux ce qui serait advenu de l'Allemagne si Hitler avait été supprimé ce jour-là? Le coup d'état est une chose, assurer la transition politique vers tout autre régime – vu les conditions d'extrême délabrement d'alors, où toutes règles avaient disparu – en est une autre. Les conjurés avaient-ils les moyens d'assurer cette transition? De plus, un de leurs buts, qui était d'entamer des pourparlers de cessez-le-feu pour cesser le plus rapidement possible les hostilités, était-il réaliste? Alors que les Alliés occidentaux et l'URSS ne cachaient pas leurs exigences d'une reddition sans conditions?

Ces questions, si cruciales soient-elles, n'éliminent pas le fond du problème: une poignée d'hommes a jugé important et même déterminant pour l'honneur de leur pays et pour leur honneur personnel qu'un tel acte – même gratuit – soit tenté, et il l'a été. Ils n'ont pas toujours été compris, ni par leurs contemporains (pour certains d'entre eux, ils étaient des traîtres), ni par certains de leurs descendants (pour qui, ils étaient au plus des idéalistes rêveurs).

Demeure toutefois le jugement porté par un homme d'Etat de la dimension de Winston Churchill lorsqu'il a dit: *En Allemagne vivait une opposition qui relève du plus noble et du plus grand dessein qui ait jamais vu le jour dans l'histoire politique des peuples. Des hommes luttèrent, sans aide de l'intérieur et de l'extérieur, uniquement poussés par l'inquiétude de leur conscience. Leurs actes et leur sacrifice sont le fondement d'un renouveau...*

Un jugement qui n'a rien perdu de son actualité et qui s'applique aussi bien à un Martin Niemöller qu'à un Dietrich Bonhoeffer.

JEAN-JACQUES RAPIN

¹ Konstanze von Schulthess: *Nina Schenk Gräfin von Stauffenberg – Ein Porträt* Pendo Verlag, Zürich und München

² Wilhelm Furtwängler: *Carnets 1924-1954*, Traduction Ursula Wetzel et Jean-Jacques Rapin, Editions Georg, Genève, 3^e éd, p. 74

Revue de presse

Tant mieux

La crise bancaire qui secoue les Etats-Unis et l'Europe inspire à M. Alain Jeannot («Les leçons oubliées du grounding», *L'Hebdo* du 2 octobre) les réflexions suivantes:

[...] Comme le montre notre enquête, le Conseil fédéral a des contacts continus avec la Banque nationale suisse, la Commission fédérale des banques et la direction des grands établissements. Mais rien ne transpire.

Pendant ce temps, on s'étripe sur l'interdiction de la fumée dans les lieux publics. Les parlementaires sont comme obnubilés par les déboires (et les intentions) de Samuel Schmid. En termes financiers, le naufrage d'un établissement bancaire serait pourtant sans commune mesure avec le programme d'armement défendu par le malheureux ministre. Mais qui se sou-

cie des vraies priorités? Le silence des politiques est assourdissant. [...]

Tant mieux! Car si les Chambres abordaient le problème bancaire, qu'entendrait-on? Il y a sous la Coupole tant de discours destinés à la galerie, à plaire à son propre électorat et à donner des coups de griffes aux autres partis; tant de propos destinés à se mettre en valeur et à poser des jalons en vue d'une éventuelle élection au Conseil fédéral. Rien en définitive qui permette de résoudre les difficultés présentes. Mieux vaut que les parlementaires discutent de la fumée!

E. J.

Crise des responsabilités

Noyées dans le flot des indignations convenues et des anathèmes simplificateurs des censeurs journalistes, politiques et lecteurs, ces quelques lignes de Marie-Thérèse Miauton dans *Le Temps*

du 3 octobre, relatives à la crise financière:

S'il est vrai que qui paye commande, le système financier sera bientôt encadré par de sévères garde-fous gouvernementaux, ce que (presque) tout le monde appelle de ses vœux afin «qu'on ne revoie jamais ça». Quelle naïveté!

Les Etats qui versent des milliards aujourd'hui pour renflouer des banques secouées par la crise des «subprime», les ont préalablement encaissés en impôts sur les fortunes générées par cette bourse qui s'effondre après avoir flambé. Et les fonds de retraites publiques de ces mêmes gouvernements, croyez-vous qu'ils étaient placés dans l'économie de proximité, afin de la vivifier, ou plutôt dans ces mêmes banques qu'il s'agit d'aider aujourd'hui? Est-ce pour cela qu'aucun chef d'Etat n'a jamais prévenu le citoyen que tout pou-

vait s'effondrer alors même que c'était prévisible.

[...]
Même si ceux-là (les profiteurs et les malhonnêtes, red) sont particulièrement responsables, c'est tout un système qui est en cause dès lors que chacun veut profiter des cours en bourse qui s'envolent tout en étant épargné lorsqu'elle s'effondre. Hier matin encore, [...] des auditeurs évoquaient sans vergogne l'opportunité d'acheter des actions actuellement au plus bas pour tenter une bonne affaire!

Décidément, au lieu de dénoncer les responsables de la crise nous ferions mieux de déplorer la crise des responsabilités.

A relire lorsque nous parviendra l'écho des caquetages du prochain débat parlementaire urgent, notamment.

Ph. R.

Projet de territoire Suisse

Sous ce titre, complété par l'adjonction *Pour une Suisse dynamique et solidaire*, l'Office fédéral du développement territorial a publié un rapport, *résultat d'une démarche innovante* entre la Confédération, la Conférence des gouvernements cantonaux, l'Union des villes suisses et l'Association des communes suisses. L'innovation a certainement été de ne pas nommer une seule commission mais deux: un groupe «technique» et un groupe «politique». Ainsi cette démarche participative a contribué à stimuler le débat public [Ah bon? A part dans cet article, vous en avez entendu parler?] et l'échange de savoirs [...].

Si nous désirons présenter ce texte de septante-sept pages à nos lecteurs, c'est qu'il est emblématique d'une certaine production de l'administration fédérale, mais aussi cantonale (et, pour être juste, calquée sur le modèle des boîtes de *consultance*). Le procédé de base est simple: on mêle certains constats indéniables, des poncifs cent fois répétés, ainsi que quelques propositions *ébouffantes* (venant de MM. Chérix ou Comtesse) qui ne mangent pas de pain, mais prouvent, vis-à-vis de ses chefs, l'audace visionnaire du rédacteur du rapport. Dans quel but? Justifier le salaire et les postes des rédacteurs, mais aussi (et surtout) instiller de manière plus ou moins subtile quelques idées-force.

Commençons par l'avant-propos. Après avoir rappelé que *entre la mondialisation galopante et l'intégration européenne, la Suisse va au devant d'immenses défis* et quelques autres idées de ce type, Pierre-Alain Rumley, Directeur de l'Office, conclut: *Il est tout à fait réaliste, en interprétant le fédéralisme dans un esprit nouveau et créatif, de maintenir dans les prochaines décennies la compétitivité et la*

vivacité de la Suisse et de l'ériger en modèle d'un développement territorial méritant d'être qualifié de 'durable'. Sous-entendu: ce n'est pas le cas aujourd'hui.

La première partie du rapport est consacrée à poser quelques constats convenus et consensuels sur la Suisse. On y apprend que *l'économie suisse se caractérise par un secteur tertiaire en expansion et par une industrie dynamique, bien que généralement en perte de vitesse. Que les villes sont les moteurs du développement économique, social et culturel du pays. Mais que l'urbanisation est à l'origine de déséquilibres territoriaux. N'oublions pas cependant que les espaces ruraux continuent d'exister, se distinguant des villes par une faible densité de population, d'emplois et d'urbanisation [sic!], une discontinuité des constructions, une forte présence de l'agriculture et une différence de mentalités. Ne nous inquiétons pas trop vite car nos experts ont diagnostiqué une évolution et dans la Suisse d'aujourd'hui, les villes et les campagnes ne sont plus deux mondes séparés, mais participent à la même civilisation globale [Souligné dans le texte].*

Un petit frisson prend par contre le lecteur quand il découvre que l'administration fédérale estime que *le développement territorial au-delà de la frontière est un enjeu majeur* et qu'il *reste à franchir des étapes décisives pour surmonter la fragmentation politique dans les régions frontalières et harmoniser les politiques territoriales*. La Suisse déciderait-elle d'entamer une politique impérialiste? Va-t-on voir l'armée fédérale annexer la Savoie et Mulhouse? Non, il s'agit de souscrire au concept d'Eurodistricts, qui offrent des opportunités prometteuses.

Le rapport découpe ensuite la Suisse en douze territoires de projet. Le Can-

ton de Vaud se trouve pris dans le *réseau métropolitain du bassin lémanique*, dont l'influence s'étend jusqu'à Aigle-Monthey et Yverdon (qui fait parallèlement partie de l'Arc jurassien). On découvre ensuite que le bassin lémanique est *en Europe l'une des régions les plus prisées par les institutions internationales, les organisateurs de congrès et les organismes bancaires. Il est le berceau de l'industrie du luxe. [...] La région doit sa force et son dynamisme à la fois à son économie diversifiée, fortement orientée vers les services financiers et l'économie de la connaissance, et à sa position charnière entre la Suisse et l'Europe.*

Les stratégies pour ce territoire nous sont ensuite livrées en sept points: institutionnaliser les coopérations; renforcer l'attractivité pour les organisations internationales; encourager l'économie de la connaissance (*le développement de l'économie de la connaissance nécessite des conditions favorables que la région devra renforcer.*); définir les priorités pour les transports publics (à contre-courant, le rapport désigne l'axe Lausanne-Genève, le raccordement au réseau français et les liaisons avec les autres métropoles suisses); aménager des réseaux de RER; préserver les atouts naturels et paysagers; définir des pôles de développement (la Praille et l'Ouest lausannois).

Le rapport traite enfin de projets clés. En effet, *certaines thèmes, identifiés comme des 'thématiques clés', soulèvent des questions trop complexes pour être traitées avec les procédures et les méthodes habituelles. La mise en place d'approches durables pour résoudre ces questions est une démarche d'intérêt national.*

On annonce ensuite six thématiques clés, chacune matérialisée par un ou deux projets exemplaires. En fait, le

lecteur n'aura droit qu'à cinq thèmes... par exemple, *les pôles de développement métropolitain (La Praille-St-Julien et le Limmattal-Zurich West-Glattal), la gestion des 'lits froids' dans les régions touristiques (Davos) ou la gouvernance dans les espaces métropolitains et dans les grandes régions urbaines.*

En guise de conclusion *Projet de territoire Suisse* propose des pistes pour sa mise en œuvre: *gérer le développement territorial dans une optique à la fois locale et globale, travailler par projets, renforcer les coopérations et partenariats entre le public et le privé, assurer la cohérence.*

Que reste-t-il au-delà du verbiage et des idées reçues une fois terminée la lecture du rapport? Une idée centrale, jamais mise en avant de manière claire, mais qui imprègne tout le texte et qui se retrouve à tout moment dans les objectifs pour chacun des territoires: la nécessité d'intensifier et institutionnaliser les coopérations, c'est-à-dire centraliser au niveau fédéral en attendant de passer au niveau européen et créer des commissions de coordination, des conférences régionales, des réseaux de villes, etc... Autant d'étages surajoutés dont la nécessité théorique paraît évidente sur le papier, mais qui, dans la réalité, augmentent la confusion, morcelant les compétences, fragmentant les responsabilités et diluant le pouvoir politique.

Plutôt que de partir de grands projets conceptuels, nous avons la conviction que les problèmes réels et concrets d'aménagement du territoire ne peuvent se résoudre qu'au cas par cas, chaque canton devant, avec son génie propre et selon les occasions du moment, discuter et coopérer avec ses voisins et ses communes.

OLIVIER KLUNGE

Rétablissez la liturgie!

Sous le titre «Jeunes et vieux se rejoindront», le *Journal de Cossonay* du 26 septembre propose un billet dominical de la plume du pasteur Etienne Mayor qui mérite commentaire:

Dans le cadre d'une rencontre de tous les ministres de l'Eglise protestante vaudoise, nous discutons entre «vieux» pasteurs (à moins de 10 ans de la retraite et «jeunes» (depuis moins de dix ans dans le ministère.

Les huit anciens que nous étions racontaient leur besoin de faire éclater le «modèle déposé» du pasteur, distant, habillé de noir et garant de la morale. Nous cherchions aussi à élargir le cadre contraignant du catéchisme et de la liturgie.

Et les deux jeunes (oui, la proportion inquiète!) disaient leur difficulté à créer, sans fil conducteur, une structure qui aide à vivre dans la mouvance des envies de spiritualité et des multiples offres de la société. Ils disaient les difficultés de tracer un chemin au milieu de tout ce qui est possible. Où est donc l'essentiel?

La génération des «rescapés de mai 68» devrait peut-être s'excuser de laisser aux jeunes un monde qui tâtonne dans tous les possibles et chercher avec eux quelques repères solides, pas forcément ceux d'autrefois, mais ceux d'aujourd'hui.

Deux jours après cette parution, nous prenons part, à l'autre bout du canton, à un culte de l'enfance donné dans la grande salle du lieu, car c'est jour de vente paroissiale. La liturgie ne prévoit

pas de communion, mais ce n'est pas le pire: manquent aussi la confession de foi, la confession des péchés, la prière de pardon et la lecture du Nouveau Testament. Entre les prières d'intercession, de louange, de recommandation et de bénédiction (cette dernière perturbée par la kermesse se préparant dans notre dos), nous écoutons une conteuse présenter l'histoire de Gédéon aux enfants et un orchestre de jazz (dûment applaudi) invité pour assurer la partie musicale. La bénédiction reçue, nous passons à l'apéritif et à la brocante avec le sentiment de sortir d'un spectacle pour enfants pas trop bien rôdé.

Le moins que l'on puisse dire est que le «cadre liturgique» n'a plus rien de contraignant. Mais, à force de gommer les contraintes pour ne pas effrayer les fidèles, de vouloir moderniser le langage et de chercher des formes nouvelles – rarement originales, jamais abouties – de culte, les «rescapés de mai 68» et leurs adeptes n'ont pas seulement émiétté la liturgie, mais ont aussi appauvri le Message divin, semant la confusion dans l'esprit de leurs anciens fidèles et provoquant le désintérêt des plus jeunes.

Le pasteur Mayor s'abrite derrière sa génération pour «peut-être» s'excuser du désordre que celle-ci laisse à ses jeunes confrères déboussolés. Mais au lieu de leur conseiller de repartir des fondamentaux qui ont précédé leurs calamiteuses expérimentations liturgiques, les «rescapés de mai 68» (il y a un aveu de naufrage dans ce terme) en-

tendent encore se mêler de définir les nouveaux repères destinés à remplacer ceux qu'ils ont déboussolés. Cette conclusion éclaire le titre du billet d'une lumière quelque peu pathétique: l'auteur n'est pas prêt à renier ses expérimentations, mais craint de se faire honnir, lui et sa génération, par ses successeurs.

Il faudra beaucoup de courage et d'humilité aux pasteurs «rescapés» de 68 pour s'excuser plus franchement du désordre qu'ils ont introduit dans l'Eglise vaudoise et pour laisser leurs successeurs faire mieux (nous ne doutons pas de la capacité de ces derniers à pardonner). Il sera alors temps de ressortir quelques outils éprouvés pour fixer les «mouvances des envies de spiritualité». Une liturgie rigoureuse est un de ces outils. Avant d'être un «cadre contraignant», elle est d'abord l'ossature qui permet de construire quelque chose. Répétée et entraînée, elle sécurise le fidèle, guide et soutient le pasteur, surtout si celui-ci se sait ne pas être le meilleur des prédicateurs.

Plaider pour une liturgie rigoureuse relève-t-il de la nostalgie d'un chrétien incapable d'évoluer avec son temps? Une rapide étude de parangonnage (*benchmarking* en bon français) nous convainc du contraire. Le prêtre catholique de notre commune prêche les Evangiles de façon affirmée, s'appuyant sur une liturgie rigoureuse, énergique et roulante: son église est pleine tous les dimanches.

CÉDRIC COSSY

† Adieu à la Vieille Dame

Colette Massard, décédée à l'âge de 88 ans, avait une âme d'artiste, et pas seulement l'âme: aussi la main. Collaboratrice du Centre Patronal durant des lustres, elle vouait ses loisirs à la création, dessinant, peignant, sculptant, modelant des santons. Elle écrivait aussi, des poèmes, des nouvelles, un roman. Et, pour *La Nation*, des chroniques du temps passé parues pendant plusieurs années sous une signature discrète, qui ne rendait pas justice à la fraîcheur d'esprit de l'auteur: *La Vieille Dame*, c'était elle.

Elle évoquait avec un égal bonheur les parties de luge de son enfance sur les pentes lausannoises, alors régulièrement enneigées, et le cri rauque du vendeur de schabziger, hotte sur les reins, annonçant son passage aux amateurs de l'odorant délice glaronnais. Merci à *La Vieille Dame* de nous avoir fait cadeau de son talent.

J.-F. C.

LA NATION

Rédacteur responsable:
Jean-Blaise Rochat

Rédaction et administration:
Place Grand-Saint-Jean 1
Case postale 6724, 1002 Lausanne
Tél. 021 312 19 14 (de 8h - 10h)
Fax 021 312 67 14

Internet: www.ligue-vaudoise.ch
Courriel: courrier@ligue-vaudoise.ch

Imprimerie Beck, Lausanne

Une génération plus tard

Le Matin du samedi 23 août nous annonce que «les jeunes virent à droite». *24heures* apporte quelques précisions. Selon une enquête fédérale, «les jeunes se replient sur la sphère privée», les «grandes causes» les intéressent moins que leur réussite professionnelle. Ils ne veulent pas assumer de responsabilités trop lourdes. Beaucoup souhaitent travailler à mi-temps. Ils recherchent la sécurité matérielle et une bonne ambiance de travail. Ils sont relativement «conservateurs». Ils revendiquent leur «identité nationale» et ne manifestent aucun engouement particulier pour la «mobilité» qu'on leur recommande pourtant sur tous les tons.

Un livre de Virginie Linhart (*le jour où mon père s'est tu*, Seuil 2008) ne confirme ce constat qu'en partie. Le changement s'est amorcé il y a quelques années déjà.

Virginie Linhart est la fille d'un ancien chef de groupuscule communiste prochinois, Robert Linhart. Son livre parvient à surnager dans le flot d'ouvrages consacrés au quarantième anniversaire de Mai 68; il présente un réel intérêt documentaire; sa simplicité et son absence de rancœur nous touchent.

En 1981, alors que la gauche parvient au pouvoir, Robert Linhart s'enfonce dans le mutisme après une tentative de suicide. Quelque 27 ans plus tard, sa fille tente de comprendre le comportement aberrant de son père. Son enquête l'amène à recueillir les témoignages d'autres enfants de soixante-huitards plus ou moins connus (Alain Krivine, Alain Geismar, Benny Lévy, Henri Weber, Roland Castro, etc.), dont certains occupent encore des postes élevés dans la vie politique. Leurs rejetons, déjà quadragénaires, racontent leur enfance et exposent comment l'agitation parentale a marqué leur existence.

Les maoïstes de 68 apparaissent comme des militants assidus, entièrement dévoués à la révolution. La politique prime sur tout. L'individu n'est rien, seule compte la marche collective vers l'avenir radieux. Les chefs, notamment Robert Linhart, sont intolérants, autoritaires, sectaires. Intellectuels purs, ayant souvent fréquenté les écoles les plus cotées (Normale sup, Centrale, les Mines...), ils croient la théorie supérieure au réel. Un de leurs mentors, le philosophe marxiste Louis Althusser, écrit dans *l'Humanité*: «Le Mouvement (de Mai 68, réd) est contraire à la théorie». Aussitôt Robert Linhart essaie de dissuader les membres de son groupuscule de participer aux manifestations. Ceux-ci abandonnent leur chef à ses lubies les uns après les autres. Linhart s'affole, au sens littéral du terme, de voir les événements contredire les dogmes maoïstes. Stratège brillant, orateur fascinant, réputé méchant, il n'admet pas la rébellion des faits!

Linhart et beaucoup de ses camarades descendent de Juifs originaires de Pologne ou de Russie parfaitement assimilés. L'une des personnes interrogées tente d'expliquer ce fait étrange. Selon elle, il s'agissait de se libérer de la honte silencieuse qui régnait au sein des familles de survivants de l'Holocauste. Les enfants reprenaient la parole à laquelle les parents, parce qu'ils se sentaient coupables d'avoir été épargnés par le sort, avaient renoncé. Ils voulaient refaire le monde dans l'exubérance et le partage.

Certains rejetons de soixante-huitards ont grandi dans des communautés autogérées, les fameux élevages de chèvres! Il y régnait une ambiance festive qui plaisait aux petits enfants. C'est bien le seul souvenir positif qu'en gardent les adultes qu'ils sont

devenus. La liberté sexuelle, l'exhibitionnisme et l'échange de partenaires ont choqué les enfants. La psychanalyse les a aidés plus tard à se libérer des visions et des bruits qui les avaient troublés. Une dame parle d'attouchements pédophiles dont elle eut honte d'être victime. Le fait d'avoir assisté en spectateurs involontaires aux ébats parentaux a blessé la pudeur de beaucoup d'enfants, ce qui tend à prouver que certains sentiments préexistent à toute forme d'éducation. On ne peut les nier sans causer de dégâts.

Les communautés, bien qu'elles se voulassent égalitaires, connaissaient les rapports de force. Les «mâles dominants» régnaient. Les pères et les mères étaient lointains, obnubilés par leurs projets politiques ou leur féminisme. La vie n'y était amusante qu'en apparence. Les repères et les usages faisaient défaut, le goût des bonnes choses aussi. Il est question d'une «farandole triste»: «Les enfants erraient de pièce en pièce, ne se couchaient pas, étaient négligés». Ce genre de vie n'était pas rassurant. Les enfants de 68 ont découvert sur le tard que «les usages libèrent».

L'attitude de leurs parents à l'égard de l'école était ambiguë. La plupart d'entre eux avaient suivi des cursus hauts de gamme et ne toléreraient pas que leurs enfants fussent mal classés. L'étude était fortement encouragée. En même temps chaque enfant devait se souvenir que l'ennemi bourgeois dominait l'école. Une dame raconte que ses parents l'avaient inscrite à la prestigieuse Ecole alsacienne puis l'avaient félicitée d'avoir été exclue parce que la même mésaventure était arrivée à Gide. «Apprends bien tes leçons, mais sache que tes profs sont des salauds!» Beaucoup d'enfants de 68 ne supportèrent pas ces injonctions contradictoires.

Qu'est-il résulté de cette éducation à la fois laxiste sur le plan des mœurs et intellectuellement exigeante? Les enfants de 68 n'ont pas «viré à droite». Ils ne sont ni monarchistes ni conservateurs et n'ont pas adhéré au Front national. Ils votent toujours à gauche. Ils sont devenus des bourgeois bohèmes individualistes. Les plus audacieux, notamment ceux d'origine israélite, se sont tournés vers un néo-conservatisme à l'américaine, atlantiste, belliqueux, pro israélien, admettant de recourir à la force pour défendre la «ligue des démocraties». Certains rejettent le militantisme, ne s'engagent que pour des causes humanitaires, ne fréquentent que les manifestations «ludiques». La vie communautaire leur répugne. Ils sont des adeptes de la propreté, des règles, des repères. Ils choisent leurs propres enfants pour compenser le sentiment d'abandon qu'ils ont éprouvé étant petits. Réformistes, ils abhorrent la révolution. Ils sont plus raisonnables que leurs parents, mais demeurent comme eux enclins à l'idéalisme.

Virginie Linhart tire un bilan pour elle-même. De 68, elle retient que «tout est politique»; elle n'aime pas l'autorité; féministe, elle revendique l'égalité des sexes; elle se dit athée. En revanche, elle a horreur de l'obéissance aveugle du militant, n'admire pas la liberté sexuelle et réprouve le laxisme envers la drogue.

Au fond, elle aime la sécurité que procure l'ordre «bourgeois» qui ne mérite pas d'être subverti.

La génération d'après 68, si peu «de droite», est revenue au progressisme libéral et tempéré du siècle des Lumières.

JACQUES PERRIN

Pourquoi l'homme du XII^e siècle n'a pas existé

Du point de vue de l'homme du XXI^e siècle, l'homme du Moyen Age est un homme «sans». Sans orange, sans tomate, sans chocolat, sans café, sans thé, sans tabac, sans coca, sans cocaïne, etc.... globalement: sans excitants. (Sans calmants non plus, d'ailleurs). On comprend bien qu'il abusait des épices.

Evidemment, sans écrans de toute taille et sorte, sans appareils portables de toute espèce et raison, sans congés payés, sans la Française des Jeux: bref, sans plaisirs. Il est aussi – pense-t-on, un homme sans suffrage universel, sans Droits de l'Homme, et sans tout-à-l'égout; sans sécurité sociale, sans vaccins, sans pesticides, fongicides, insecticides ni bombe atomique bref, sans protections. On comprend pourquoi il se cachait derrière de si hauts remparts.

Sans perspective dans l'art, ce qui appellerait de longs et fructueux commentaires, mais non pas sans perspectives d'avenir, au contraire: à l'opposé de la plupart d'entre nous ses perspectives d'avenir étaient vertigineuses, puisqu'elles ne recouvraient rien moins que l'Eternité du Paradis, du Purgatoire ou de l'Enfer, réduisant sa vie terrestre à un simple préambule.

Les éclairés du XVIII^e siècle l'ont privé aussi de lumière; et le quidam des XX^e et XXI^e siècles a l'habitude de dire: «L'homme du Moyen Age croyait que la terre était plate». Peut-être faudra-t-il encore dix siècles pour que l'on se mette à dire: «L'homme des temps mo-

dermes croyait que l'homme du Moyen Age croyait que la terre était plate.»

Même les fées, les enchanteurs, les elfes et les dragons, il ne les avait pas: il les a rêvés, nous les avons créés.

Bien sûr, il y a le chevalier. Mais le chevalier est un paradoxe sur quatre pattes (celles de sa monture, bien sûr), une contradiction incroyable, inacceptable pour nous: un guerrier chrétien... L'idéal chevaleresque prétend concilier l'art et les vertus de la guerre avec les idéaux de paix, de charité et d'amour du Christianisme. Inacceptable. Voilà pourquoi notre attitude à son égard est tout aussi paradoxale, car nous passons notre temps à façonner et briser successivement sa statue, nous l'idéalisons à notre tour aussi déraisonnablement que nous le honnissions.

Toutes ces lacunes rendent son existence à nos yeux fort improbable, et justifient sans doute un certain négationnisme à l'égard du plus improbable dans tout le Moyen Age: l'homme du XII^e siècle. Parce que le XII^e est le plus «médiéval» de tous les siècles, ce qui signifie qu'il est le plus «sans»... Peut-être parce qu'il est le plus pèlerin. En effet, le secret de la non existence de l'homme du XII^e siècle tient peut-être dans ceci: qu'il est, plus encore que les autres, non pas un nomade, mais un pèlerin de la terre, qui n'a pas cru bon de laisser beaucoup d'autres signes de son passage transitoire que ceux de son élan vers le ciel, dans son architecture et dans son chant.

CÉLINE MAGRINI

Le Coin du Ronchon

Les démocrates aiment les petits enfants

Le concordat Harmos, qui préfigure l'uniformisation de l'école en Suisse, vient de se prendre un coup dans les gencives: les Lucernois, appelés aux urnes par référendum, ont voté non.

Comme on l'imagine, les technocrates et les journalistes sont consternés, furieux, vexés. Ils s'indignent de ce qu'une bande de ploucs arriérés de Suisse centrale puisse ainsi entraver la marche triomphale vers le centralisme démocratique en matière scolaire. S'inspirant de la manière dont l'Union européenne envisage la mise au pas de l'Irlande, ils réfléchissent déjà au moyen de passer outre cet importun scrutin, de poursuivre leur basse besogne comme si de rien n'était ou d'en appeler à la Confédération afin qu'elle contraigne les réfractaires, par la force s'il le faut.

Mais ce qui a surtout fait mal aux éditorialistes de la presse bien pensante, c'est que le comité référendaire lucernois, emmené par l'UDC, a mené «une campagne très émotionnelle en montrant de petits enfants en pleurs sur le chemin de l'école», pour reprendre les termes utilisés sur le site internet de la TSR. Pensez donc, c'est trop facile de gagner une votation par de tels procédés: on montre des bambins, on joue sur les sentiments, on fait pleurer dans les chaumières et hop, le

tour est joué! Voilà qui est très vilain et qui ne correspond pas, *mais alors pas du tout*, aux mœurs politiques helvétiques.

On comprend cette indignation. A-t-on jamais vu un parti politique de gauche récupérer ainsi des images de petits garçons et de petites filles afin de séduire le citoyen moyen et de capter son vote? Imagine-t-on un seul instant que l'intelligentia socialiste aurait pu recourir à cette sensiblerie de bas étage pour servir ses campagnes politiques – par exemple en faveur des allocations familiales étatiques, de la mobilité douce ou encore contre les armes militaires? A-t-on déjà vu, avant les élections, d'honnêtes candidats poser avec des petits enfants dans les bras pour attendrir leurs futurs électeurs?

Non, ce populisme malsain n'existe que chez les gens de l'UDC, vilainement occupés à contrarier l'avènement de notre future «école suisse unifiée». A cause d'eux, il va falloir redoubler d'efforts pour que les autres cantons votent oui à Harmos. On fera une grande campagne d'information et de sensibilisation. Avec des affiches montrant des petits enfants souriants sur le chemin de l'école.

LE RONCHON